

**RAPPORT DE PRESENTATION SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION ET LE
PRINCIPE DE RECOURS A UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA
GESTION DU FUTUR CENTRE AQUATIQUE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
TERRES DES CONFLUENCES**

RAPPORT ETABLI EN VERTU DE L'ARTICLE L 1411-4 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES

Présenté en commission finances du 17 mars 2021 et en conférence des maires du 23 mars
2021 en vue de délibérer au Conseil de Communauté du 31 mars 2021

Vu, pour être annexé
à la délibération du
Conseil Communautaire
en date du... 31/03/2021
A Castelsarrasin, le... 27/04/2021
Le Président



Sommaire

Sommaire.....	2
Fiche synthétique du rapport.....	3
1. Présentation du service public.....	3
2. Présentation de l'équipement.....	4
3. Le mode de gestion : proposition de choisir une délégation de service public.....	6
4. Caractéristiques essentielles du service délégué.....	11
5. Procédure de passation.....	15
6. Conclusion.....	16

Fiche synthétique du rapport

Contexte : La CCTC envisage de construire un complexe aquatique à Castelsarrasin. Ce complexe, d'un peu plus de 11 000 000 € HT (coût global), financé à hauteur de 63%, comprendra 3 grands ensembles : une halle bassins dédiée à l'activité de natation et de loisirs, un espace de détente et de bien-être avec hamman, sauna etc et une aire extérieure de détente et de jeux avec un espace réservé à un éventuel « foodtruck ».

Objet du présent rapport : Ce présent rapport décrit sommairement les différents modes de gestion qui s'offrent à la CCTC. Les différents modes de gestion ont déjà été présentés aux élus le 6 octobre 2020. Un choix va devoir s'opérer entre :

- soit en régie autonome (ou directe) ou en régie personnalisée avec la possibilité d'avoir recours à des tiers où la CCTC porte la totalité des risques liés à sa gestion,
- soit en gestion déléguée avec le choix d'un délégataire qui porte la totalité des risques liés à l'exploitation

Choix du mode de gestion pressenti : la concession de service public, via une Délégation de Service Public (DSP) de type affermage,

- Dans cette hypothèse, la CCTC externalise l'exploitation du centre aquatique en la confiant à un opérateur économique via la conclusion d'un contrat de passation de délégation de service public de type affermage qui en assume la gestion, les risques inhérents liés à cette dernière et tire sa rémunération de l'exploitation du service.

- Les principales missions confiées au concessionnaire :

- la gestion technique, administrative, financière, des ressources humaines et commerciale de l'équipement,
- l'entretien courant, la maintenance, la réparation et le renouvellement des équipements, des installations et du matériel
- l'exercice des activités de natation et de détente auprès du grand public, des scolaires, des clubs...

L'objet du présent rapport est de dresser les modes de gestion possibles (avantages-inconvénients) afin de permettre à la CCTC de se prononcer. Le mode de gestion pressenti est une DSP de type affermage. Le rapport débute à la page 4 pour se terminer à la page 17 avec un projet de délibération en pages 17 et 19.

1. Présentation du service public

La Communauté de communes Terres des Confluences a décidé de créer un centre aquatique couvert sur son territoire.

En effet, actuellement, la Communauté de Communes ne dispose d'aucune piscine couverte, ce qui engendre une carence en termes d'offre pour répondre aux besoins et attentes de la population du bassin de vie.

Ainsi, l'objet de ce service public est de développer une pratique des activités aquatiques et de la natation de qualité, accessible à l'ensemble des catégories de population intéressées [individuels, association, scolaires, sportifs, handicapés...].

Ce service public combine ainsi trois axes de développement : sport, éducation et loisir.

2. Présentation de l'équipement

Le Centre aquatique est un équipement public en cours de réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

A ce jour, les marchés de travaux sont en cours d'attribution et le chantier va entamer sa phase de préparation.

2.1 Planning de réalisation de l'équipement public

Le planning prévisionnel de réalisation de l'équipement est le suivant :

- ↳ Démarrage des travaux de construction : février/mars 2021 ;
- ↳ Réception des travaux et ouverture au public : septembre/octobre 2022.

2.2 Le site d'implantation du centre aquatique

Le Centre aquatique sera implanté au sein de la nouvelle zone d'activités de Fleury, à proximité d'un échangeur autoroutier, de la voie verte longeant le Canal latéral à la Garonne et desservie par un axe routier structurant reliant les deux principales villes de la Communauté de Communes : Moissac et Castelsarrasin.

2.3 Présentation de l'équipement

Le centre aquatique comportera :

- ↳ une halle bassins :
 - un bassin sportif de 315,5 m² (5 couloirs)
 - un bassin loisirs/activités de 190 m²
 - des jeux d'eau intérieurs sur 25 m²
 - un toboggan aquatique de 60 m
- ↳ un espace bien-être :

- un hammam (15 m²)
- un sauna (10 m²),
- des douches sensorielles (10 m²)
- un grand jacuzzi (15 m²)
- des plages de repos avec tisanerie (50 m²)
- une terrasse extérieure avec 1 petit jacuzzi (10 m²)

↳ un espace extérieur :

- une terrasse en correspondance avec la halle des bassins (200 m²)
- une aire de jeux d'eau récréatifs (125 m²)
- un espace foodtruck (30 m²) avec terrasse (50 m²)
- des pelouses-solarium (1 400 m²) aménagées de tables de pique-nique, jeux secs enfants et avec une zone dédiée aux activités/animations

Le dimensionnement d'un équipement repose, pour partie, sur la détermination de la FMI [Fréquentation Maximale Instantanée] qui correspond au nombre maximum de personnes pouvant se trouver dans l'établissement à un instant T donné.

En l'espèce la FMI retenue est de 470 personnes.

Les équipements et installations, notamment les vestiaires, les douches et les sanitaires, sont dimensionnés en conséquence.

Par ailleurs, il est estimé que la fréquentation sera de l'ordre de 150 000 entrées annuelles, tous publics confondus (public, scolaires, associations, ...). L'étude de faisabilité rendue en 2017 indique le planning d'ouverture suivant :

-49 semaines d'ouverture aux publics

-56h d'ouverture / semaine pour la partie bien-être

-une halle de bassins à partager en termes de planning

-possibilité d'accueillir 2 classes en simultané voire 3 lorsque l'équipement n'accueille que des scolaires

Ce projet comporte une dimension marquée de qualité environnementale dont les objectifs et attendus en termes de niveau de performance sont spécifiquement définis avec la présence d'une chaudière bois.

Le montant total de l'opération s'élève à 11 132 950 € HT.

Le montant des financements obtenus à ce jour s'élève à 7 013 034 € et se décompose de la façon suivante :

- Agence Nationale du Sport (ANS) : 600 000 €
- Etat dossier Gros Œuvre (Contrat de ruralité) : 715 200 €
- Région (aide au titre de la construction ou rénovation d'équipements sportifs) : 1 200 000 €
- Région (aide au développement des chaufferies biomasse énergie) : 92 423 €
- Département – enveloppes communales 2016-2020 : 985 392 € (en annuités)
- Département – enveloppe Communauté de communes : 420 019 € (en annuités)
- Commune de Moissac : 1 500 000 € (déjà versé)

- Commune de Castelsarrasin : 1 500 000 € (déjà versé)

Soit près de 63% du coût du projet global.

Il est également à noter qu'une seconde tranche de travaux a été soumise aux services de l'Etat afin d'obtenir une seconde tranche de DETR. Le dossier est en cours d'instruction.

3. Le mode de gestion : proposition de choisir une délégation de service public

Pour l'exploitation de cet équipement, la collectivité peut recourir :

- à une gestion publique : régie autonome ou régie personnalisée ;
- à un marché de service ;
- à une gestion privée : un mode de gestion déléguée (régie intéressée, contrat de concession de type affermage).

Les différents modes de gestion ont été présentés : le 24 octobre 2017 devant le comité de pilotage du complexe aquatique et aux membres du bureau communautaire le 6 octobre 2020. Le choix qui va devoir s'opérer entre deux grandes approches en termes de modes de gestion :

- soit la CCTC gère en direct et intégralement le service avec des prestations confiées ou pas à des tiers,
- soit elle en délègue la gestion tout en opérant un contrôle sur le délégataire.

3.1 Gestion en régie

3.1.1 Gestion en régie simple et autonome

A/Gestion en régie simple

Ce mode de gestion est une exploitation directe assurée par la CCTC elle-même, avec ses propres moyens.

Le service n'a aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité juridique propre. Elle devra créer une régie de recettes et de dépenses soumise aux règles de la comptabilité publique, elle est aussi soumise au code de la commande publique. De plus, elle devra recruter son propre personnel et en assurer le remplacement en cas d'absence. **Dans ce cadre, elle assume en totalité l'ensemble des risques liés l'exploitation : financier, économique, pénal, juridique etc**

B/la régie autonome

A l'instar de la régie simple, la régie est liée à la CCTC, sans personnalité distincte mais, à la différence de la régie simple, elle dispose d'un budget annexe qui retrace toutes les opérations. Son individualisation au sein de la CCTC, résulte d'organes propres avec la création d'un conseil d'exploitation, d'un directeur et d'un comptable. Tous les moyens sont ceux de la CCTC, humains et matériels, et là encore, **la CCTC assume tous les risques liés**

à l'exploitation de la gestion du complexe : financier, économique, pénal, juridique etc
Elle doit recruter et remplacer son personnel également.

3.1.2 La régie personnalisée

La forme de cette régie personnalisée est dotée de la personnalité morale et financière et conduit à consacrer une certaine indépendance à la régie, qui devient une structure très proche à un établissement public local.

Par rapport à une régie simple ou autonome, elle est dotée **d'une personnalité morale et d'une autonomie financière lui conférant une certaine dépendance vis-à-vis de la CCTC mais avec une certaine lourdeur administrative et avec la responsabilité de tous les risques découlant de l'exploitation :**

- avec la nécessité de créer un conseil d'administration pour les prises de décisions qui joue un rôle exécutif
- un directeur qui assure la gestion des tâches courantes et déléguées par le Président du conseil d'administration
- la création d'une régie soumise aux règles de la comptabilité publique qui manque de souplesse et de réactivité et la gestion est aussi soumise aux règles de la commande publique,
- le personnel est également à recruter et à remplacer, et il peut relever du droit public ou privé selon la gestion du service
- la CCTC assume également tous les risques liés à l'exploitation : financier, juridique, économique, pénal**

En conclusion, les avantages / inconvénients des modes de gestion en régie (simple, autonome et personnalisée) sont les suivants :

- une **maîtrise complète de l'organisation et de l'exécution du service**. Elle s'affranchit d'une procédure pour le choix d'un délégataire mais, en contrepartie, la CCTC **supporte l'ensemble des risques liés à l'exploitation** : humain, financier, économique, juridique, pénal Cette maîtrise complète lui permet de répondre finement une **logique d'intérêt général** marquée par une souplesse évolutive du service public (comme l'accueil de jeunes handicapés, les scolaires, les militaires...).

Toutefois, l'intégralité de l'exploitation de ce service par la CCTC n'est pas sans risque et s'avère d'une complexité certaine au quotidien pour les raisons suivantes présentant plus d'inconvénients que d'avantages :

-sur le **plan humain avec la nécessité de rassembler et de recruter la diversité des compétences nécessaires** pour le bon fonctionnement du service mais également assurer les remplacements nécessaires pour assurer la continuité du service public : le secteur rencontre une certaine pénurie de personnel compétent expérimenté notamment au niveau des maîtres-nageurs sauveteurs à laquelle viendrait s'adjoindre la difficulté des remplacements imprévus ou encore la gestion du temps de travail et des plannings. De plus, la spécificité, la technicité de certains métiers et l'environnement rend difficile la gestion de carrière de ce personnel, le manque de candidats formés à ces métiers ou encore les troubles liés aux conditions de travail (bruit, chlore...) sans compter les difficultés de reclassement du personnel.

-les aléas permanents de la gestion quotidienne incombant à la CCTC avec une **responsabilité directe des élus** ; notamment d'un point de vue sanitaire

-sur le **plan juridique**, au niveau des **marchés publics** à passer mais également avec un secteur fortement règlementé (la surveillance des baigneurs, contrôle des eaux de baignade etc...)

-sur le plan économique et financier, une **création de régie est nécessaire et lourde à gérer au quotidien**. De plus, son **manque de souplesse et de réactivité** du fait des procédures administratives et financières limite et ralentit toute prise d'initiatives commerciales, marketing, de mise en place d'animations temporaires et de communication à destination des usagers. Initiatives qui sont plus que nécessaires pour assurer une rentabilité et une optimisation de l'équipement. **De plus, son coût réel est perceptible qu'une fois la première année exploitée.**

-sur le plan technique, le **gros entretien et le renouvellement des équipements relèvent de la CCTC** et donc nécessitent des moyens humains et techniques importants et bien spécifiques : suivi et contrôle technique quotidien même si elle peut en externaliser une partie mais elle sera soumise à la réglementation des marchés publics.

Par conséquent, pour toutes ces raisons évoquées (humain, technique, économique, juridique), la Communauté de Communes Terres des Confluences ne dispose pas des moyens nécessaires pour assurer en régie (simple, autonome ou personnalisée) la gestion de ce nouveau centre aquatique couvert. Une telle gestion y perdrait en réactivité, en souplesse, et son coût d'exploitation serait probablement, dans un premier temps, supérieur à celui d'une gestion déléguée.

3.2 Le marché de services

Dans le cadre de la commande publique à laquelle elle est soumise, la CCTC peut conclure des marchés publics c'est-à-dire des marchés onéreux avec des opérateurs économiques publics ou privés pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Dans ce cadre, la CCTC confierait l'exploitation du service à un cocontractant, expert en gestion et exploitation de piscines, moyennant une rémunération versée par cette dernière. Dans ce cas, **elle n'a pas en charge la gestion quotidienne des équipements et du personnel**. Elle garderait alors un contrôle étroit ainsi qu'une réponse aux besoins liés aux contraintes du service public.

Toutefois, plusieurs inconvénients incombent à ce mode de gestion :

-la **collectivité assume la majeure partie des risques d'exploitation**. Le contractant n'est pas substantiellement rémunéré par les résultats d'exploitation et n'assume pas le risque économique. **Elle paye en direct, via la conclusion du contrat de marché public, le prestataire** sans que celui-ci puisse bénéficier des recettes liées à l'exploitation du service. Il ne dispose souvent que d'un intérêt et d'une autonomie moindres et relatifs dans la gestion et surtout le développement commercial de l'équipement, et **sa rémunération au forfait, peut-être un frein à l'optimisation de l'équipement**. Comme elle assume une majeure partie des

responsabilités liées à l'exploitation, la collectivité doit être suffisamment structurée pour répondre aux demandes des usagers notamment en personnel et les compétences techniques demandées. Enfin, elle nécessite la **création d'une régie de recettes**, régie qui comme on l'a vu au paragraphe précédent, trouve vite ses limites en réactivité et souplesse.

3.3 La gestion déléguée de type « régie intéressée »

C'est un type de délégation de service public, par laquelle la CCTC confierait la gestion du centre aquatique à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Par le biais de la régie intéressée, la CCTC bénéficie de prestations d'un professionnel (le régisseur) mais doit continuer d'exercer un contrôle très strict et rapproché (suivi mensuel des charges et des produits, comptes-rendus etc..). **La rémunération du régisseur provient, non pas directement des usagers, mais de la collectivité.** La collectivité assume une part non négligeable des risques d'exploitation : risque technique, risque financier car elle doit être en mesure d'arrêter un budget prévisionnel précis puisque le compte d'exploitation du service intégrera directement son budget. Elle devra **créer une régie de recettes et de dépenses.** De plus, la collectivité assumera des risques, et devra exercer un contrôle strict du régisseur qui agit pour le compte de la communauté. Elle devra donc se doter de moyens humains supplémentaires.

3.4 – la délégation de service public de type « affermage »

Dans cette hypothèse, la communauté de communes externalise l'exploitation du centre aquatique à un opérateur économique via la conclusion d'un contrat de concession de délégation de service public de type affermage.

Bien que ce type de montage juridique présente certains inconvénients parmi lesquels la marge d'exploitation dégagée par le délégataire, la durée de la procédure de publicité et de mise en concurrence relativement longue (10 mois environ) et la charge des travaux de gros entretien ou renouvellement qui incombe toujours à la communauté de communes, au regard des autres modes de gestion envisagés, l'affermage présente des avantages et préserve un juste équilibre des prérogatives incombant à la collectivité et au délégataire.

Les avantages sont les suivants :

- ✎ le **délégataire gère en principe l'équipement à « ses risques et périls »**, même s'il peut être prévu, dans des conditions très encadrées, une subvention pour sujétions spéciales de service public ;
- ✎ le **recours à un opérateur bénéficiant d'une expertise** et d'un cœur de métier spécialisé dans la gestion et l'exploitation de piscines avec des compétences

techniques avérées levant ainsi les difficultés de recrutement ou encore de reclassement de personnel à la CCTC, qui lui permet de répondre à des normes toujours plus contraignantes

- ↳ il s'agit d'un mode de gestion assurant un **contrôle de la collectivité sur les tarifs et l'activité exercée notamment en matière de service public à l'usager**, notamment, via la remise annuelle du rapport prévu aux articles L. 1411-3 et R. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- ↳ ce schéma contractuel **ne nécessite pas**, contrairement au marché public de service et aux régies, **la création d'une régie soumise à la comptabilité publique** ; ce qui a l'avantage de donner plus de souplesse
- ↳ Spécialisée dans l'exploitation de piscines et ayant leur rémunération basée sur l'exploitation, leur savoir-faire et réactivité leur permettent de faire preuve d'un **dynamisme commercial participant au rayonnement de l'équipement et à sa rentabilisation**,
- ↳ la procédure de passation des délégations de service public présente l'avantage de permettre la **négociation des conditions** techniques, juridiques (civil et pénal), fiscales et financières du contrat car le délégataire en supporte tous les risques, et en cas de défaillance ou de non-respect des exigences de qualité de service public, la CCTC peut sanctionner. C'est la responsabilité du délégataire qui est recherchée directement en premier lieu.
- ↳ le déficit d'exploitation est connu par avance
- ↳ Une visibilité dès la signature du contrat et sur la durée du contrat du coût de fonctionnement du futur équipement

Par ailleurs, faire le choix d'un mode de gestion externalisé permet de recourir à un opérateur ayant un certain savoir-faire et assujéti à un régime de droit privé plus souple.

Ainsi, la délégation de service public est le mode de gestion le plus adapté comme tenu ;

-de la nature et des fonctionnalités de l'équipement mais aussi du public ciblé : il comprend plusieurs bassins permettant de répondre à une grande diversité d'activités aquatiques pour tout public et nécessite adaptabilité constante en termes de planification d'activités et d'innovations

-de la nature des activités annexes : il s'agit d'activités de bien-être et de fitness qui requièrent des compétences particulières

-des avantages économiques et financiers à la gestion déléguée par rapport à une régie

Ainsi, le type de contrat souhaité vise à privilégier :

- ↳ une forte responsabilisation de l'opérateur économique avec pour contrepartie une autonomie de gestion lui permettant de maîtriser l'ensemble des dépenses

d'exploitation et de mettre en œuvre une politique permettant le développement et l'augmentation de la fréquentation du centre aquatique en vue de diminuer la subvention pour contrainte de service public;

- ↳ une répartition claire des rôles et responsabilités entre l'opérateur économique et la Communauté de Communes Terres des Confluences, l'opérateur économique centrant son action sur la gestion du centre aquatique et la Communauté de Communes assurant la responsabilité de la définition de l'offre et des caractéristiques du service public, de la gamme tarifaire et des niveaux de tarification, et assurant le contrôle de l'opérateur économique ;
- ↳ un contrôle permanent de la Communauté de Communes Terres des Confluences lui permettant d'apprécier la qualité du service rendu par l'opérateur économique, le respect par ce dernier du cahier des charges, la fréquentation du centre aquatique et sa progression.

Au regard de ces attentes, et après examen des différents modes de gestion externes envisageables, la CCTC envisage de recourir à une délégation de service public. Dans cette hypothèse, la CCTC externalise l'exploitation du centre aquatique en la confiant à un opérateur économique, via la conclusion d'un contrat de passation de délégation de service public de type affermage, qui en assume la gestion, les risques inhérents liés à cette dernière et tire sa rémunération de l'exploitation du service.

4. Caractéristiques essentielles du service délégué

Conformément à l'article L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, la convention à conclure est un contrat par lequel la Communauté de Communes Terres des Confluences va confier la gestion du service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, publics ou privés, en contrepartie du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat.

La part de risque qui sera transférée au délégataire impliquera que ce dernier ait une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par lui ne soit pas purement nominale ou négligeable.

4.1 Périmètre et nature des activités de service public déléguées

La collectivité envisage de confier à un délégataire l'exploitation par délégation de service public du Centre aquatique intercommunal.

Le délégataire aura la charge d'exploiter le service public présenté ci-dessus.

Le délégataire assurera également l'exploitation administrative, technique, commerciale et financière du service à ses risques et périls, et notamment à ce titre :

- ↳ L'accueil, la sécurité et l'encadrement des usagers dans de bonnes conditions [public, scolaires et extra-scolaires pour l'enseignement et l'apprentissage de la natation, associations] et répondant aux besoins publics tels que les jeunes

enfants, les seniors, les touristes mais également toute personne atteinte d'un handicap et la gestion courante,

- ↳ L'animation, la commercialisation et la promotion du Centre aquatique et notamment l'espace détente et remise en forme, la communication en découlant,
- ↳ L'exploitation de toutes activités de services accessoires au service public délégué,
- ↳ La mise en place de la billetterie avec la vente de produits liés au domaine aquatique ou la mise en place de distributeurs automatiques.
- ↳ Une démarche environnementale dont le point central est une baisse significative des consommations de l'ensemble des fluides et des coûts d'entretien et de maintenance
- ↳ Le recrutement et le management de tout le personnel nécessaire à l'exploitation du service qui relèvera du Code du Travail ;
- ↳ L'acquisition et le renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, tel qu'il sera défini dans son offre et repris en annexe à la convention de délégation de service public, ainsi que des fournitures nécessaires à l'exploitation, étant souligné que la Communauté de communes Terres des Confluences n'aura à sa charge que les biens mis à disposition dès la prise d'effet de la convention ;
- ↳ La mise en réseau avec les partenaires locaux [Office tourisme, service des sports, associations, commerçants,...] ;
- ↳ Le respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires actuelles ou futures afférentes aux activités, ouvrages, équipements et installations faisant l'objet de la délégation de service public : entretien courant de la maintenance, du gros entretien et du renouvellement des ouvrages, agencements, matériels et mobiliers attachés nécessaires à l'exploitation du centre aquatique, dans une démarche de qualité de service et de maintien en bon état de fonctionnement des équipements sur leur durée de vie normale,
- ↳ L'entretien de l'ensemble des ouvrages et des espaces extérieurs, notamment des espaces verts, exploitation technique du bâtiment et de son suivi, du respect de la démarche environnementale intégrant notamment l'optimisation des consommations énergétiques
- ↳ Le respect des normes d'hygiène et de sécurité inhérents à cet équipement et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires
- ↳ Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens confiés
- ↳ La gestion administrative, financière et comptable.

Le délégataire pourra subdéléguer à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées tout en conservant la responsabilité entière du service et sous la condition d'un accord préalable

exprès de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

En outre, comme évoqué plus haut, le délégataire sera soumis à des obligations de service, fixées par la CCTC en fonction de ses propres objectifs :

- une politique tarifaire accessible et attractive pour les usagers
- des amplitudes d'ouverture de nature à satisfaire toutes les catégories d'usagers
- l'accueil du public devra être assuré selon des créneaux adaptés à la demande et aux besoins des populations locales. Des séances devront être adaptées à chaque public et devront figurer au planning d'occupation.
- l'accueil des scolaires dans les conditions financières souhaitées par les élus des communes et de la CCTC mais aussi dans le cadre de la politique d'apprentissage de la natation prévue par l'Education Nationale.
- l'accueil des clubs et associations devra être dans un but de développement et de maintien de vie associative et de lien social mais également des militaires dans les conditions décrites dans le contrat

L'ensemble des biens mis à la disposition du délégataire seront récapitulés dans une annexe au dossier de consultation servant de base à la mise en concurrence, qui sera ensuite annexée à la convention.

Le délégataire devra apporter le reste du mobilier nécessaire à l'exploitation. Les biens et investissements apportés par le délégataire seront énumérés dans son offre, lors de la mise en concurrence, et ensuite annexés à la convention.

La CCTC en qualité de propriétaire de l'équipement, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure et réseaux). Les autres réparations ou renouvellement incomberont au délégataire.

4.2 - La durée du contrat de délégation de service public

La durée du contrat est de maximum 5 ans. Il est proposé, au vu de l'équipement, de partir sur une durée de 5 ans à compter du choix du délégataire.

Cette durée sera décomposée en deux temps :

- une phase de préfiguration, avant l'ouverture et le début de l'exploitation du complexe lors de laquelle le délégataire retenu devra préparer l'ouverture et l'exploitation du centre aquatique. Le détail des missions qui lui seront confiées durant cette période seront indiquées dans le dossier de consultation des entreprises au moment du choix du délégataire. Il s'agira notamment de l'associer, de préparer les plannings d'utilisation en concertation avec les utilisateurs, de procéder au recrutement et à la formation des personnels, de communiquer, de voir les opérations pour la maintenance et le contrôle technique du bâtiment etc mais également pour la CCTC de fixer les tarifs etc...
- une phase d'exploitation qui débutera à l'ouverture du complexe.

Ce contrat de 5 ans permettra au délégataire de proposer et de développer une exploitation adaptée aux besoins mais aussi de se projeter avec un business plan sans se contenter d'une gestion au fil de l'eau. Comme l'équipement est neuf, il veillera à alerter la CCTC et les entreprises sur toutes les garanties de parfait achèvement lors de la première année en cas de moindre problème sur l'équipement.

4.3 - les conditions financières et d'exploitation du service public, rémunération du délégataire et niveau des tarifs

Le délégataire assurera la gestion et l'exploitation à ses risques et périls financiers. La rémunération du délégataire s'effectuera exclusivement et directement par les recettes commerciales du centre qu'il exploitera avec éventuellement l'octroi d'une subvention spéciale pour sujétion de service public [ex. : jours et horaires d'ouverture imposés, accueil de manifestations, tarifs réduits...].

Les tarifs seront fixés par la Communauté de communes Terres des Confluences, mais elle souhaitera encadrer ces derniers afin d'avoir une tarification attractive et incitative. Le délégataire devra faire des propositions tarifaires, puis les tarifs seront validés par la CCTC.

Le délégataire s'acquittera d'une redevance d'occupation domaniale versée à la Communauté de communes en raison des avantages procurés par le fait de pouvoir exploiter ce service. Les modalités de versement seront précisées dans la convention de délégation de service public.

La compensation financière et la redevance d'occupation seront des éléments essentiels de la négociation.

Enfin, l'étude de faisabilité sur le complexe, rendue en 2018, faisait état d'un déficit prévisionnel d'exploitation estimé à 440 000 €. Les communes de Moissac et Castelsarrasin contribuent à combler ce déficit à hauteur de 200 000 € (100 000 € chacune).

4.4 - Production des comptes, contrôle et sanctions

Le délégataire devra satisfaire aux obligations définies et détaillées dans la convention de délégation de service public concernant notamment la production de ses comptes et des indicateurs et outils de pilotage de la qualité du service rendu aux usagers. La convention définira les modalités de transmission et les moyens de contrôle qu'elle pourra exercer pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service rendu. En tout état de cause, chaque année, avant le 1^{er} juin, le délégataire devra produire un rapport retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la DSP mais également des tableaux de bords mensuels.

La CCTC pourra sanctionner et mettre des pénalités au délégataire en cas de non respect des obligations du contrat par le délégataire qu'elles soient réglementaires ou bien

contractuelles.

La CCTC pourra exercer son pouvoir de sanction et résilier le contrat dans les conditions qui seront fixées dans la convention de DSP.

Un comité de pilotage avec la CCTC et le délégataire devra être constitué à cet effet afin de permettre d'engager toutes les discussions utiles sur le fonctionnement du centre aquatique.

Le contrat ne pourra en aucun cas être reconduit tacitement. Le contrat de DSP précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

5. Procédure de passation

La procédure de publicité et de mise en concurrence devant aboutir à la désignation du délégataire est celle prévue par l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application [D. n° 2016-86 du 1^{er} février 2016], telle que complétée par les dispositions des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales [CGCT].

Les principales étapes à respecter lors de cette procédure sont les suivantes :

- ✚ vote du conseil communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences sur le principe de la délégation de service public sur la base du présent rapport [art. L. 1411-4 CGCT] ;
- ✚ mise en place d'une commission de délégation de service public [CDSP] [art. L. 1411-5 et art. D. 1411-3 et s. CGCT], déjà existante et créée par délibération 07/2020 2-24 du 28 juillet 2020 ;
- ✚ publication d'un avis d'appel public à la concurrence au BOAMP et/ou dans une publication habilitée à recevoir les annonces légales et dans une revue spécialisée du secteur économique [un délai minimum de un mois doit s'écouler entre la dernière publication de l'avis et la date de clôture de réception des candidatures] ;
- ✚ établissement par la CDSP, après examen de chaque candidature au regard des critères de l'art. L. 1411-5 du CGCT, de la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- ✚ envoi du document de consultation aux candidats sélectionnés ;
- ✚ analyse et avis de la CDSP des offres des candidats sélectionnés ;
- ✚ libre négociation des offres entre le Président de la Communauté de Communes et un ou plusieurs candidats ; dans les conditions prévues par l'article du code de la commande publique
- ✚ choix du délégataire par le Président de la Communauté de Communes Terres des Confluences ;

- ↳ délibération du conseil communautaire pour approuver le choix du délégataire, le projet de convention et autoriser le Président à signer la convention, [délibération ensuite transmise au contrôle de légalité] [art. L. 1411-7 CGCT] ;
- ↳ transmission au contrôle de légalité de la délibération autorisant la signature du contrat [art. L. 2131-2 CGCT] ;
- ↳ envoi d'un courrier de notification de l'attribution de la délégation de service public aux candidats évincés ;
- ↳ signature de la convention par le Président et transmission de cette convention au contrôle de légalité [art. L. 1411-9 CGCT] ;
- ↳ transmission au contrôle de légalité de la convention de délégation de service public ;
- ↳ notification de la convention au délégataire ;
- ↳ information du représentant de l'Etat de cette notification ;
- ↳ affichage et insertion dans une publication locale du dispositif de la délibération approuvant la convention ;
- ↳ publication d'un avis d'attribution.

Les objectifs suivants seront particulièrement suivis au cours de cette procédure :

- ↳ le prestataire devra présenter un réel savoir-faire, avec les moyens et compétences nécessaires à l'exploitation du service ;
- ↳ le délégataire ne pourra subdéléguer des prestations sans accord de la Communauté de communes.

6. Conclusion

Pour conclure, au vu des avantages et inconvénients sur les différents modes de gestion, il s'avère que le mode de gestion le plus approprié est celui d'une délégation de service public de type affermage. Ce choix permettra de bénéficier d'un savoir-faire et d'un dynamisme d'un délégataire dans un cadre financier maîtrisé pour la CCTC.